

*Travaux de la Chambre*

Aucune personne décente, raisonnable et respectable ne pourrait appuyer cette motion, et nous, en tant que parti national, n'appuierons pas cette motion présentée par un député qui se trouve à être le leader parlementaire du gouvernement.

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire savoir à la Chambre que les questions qui seront soulevées ce soir lors du débat d'ajournement sont les suivantes: le député de Scarborough—Ouest, la responsabilité ministérielle; le député de Surrey—Nord, les soins de santé; le député de Markham—Whitchurch—Stauffville, l'Arménie; le député de York—Ouest, l'industrie du camionnage; le député de Prince Edward—Hastings, l'agriculture.

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Monsieur le Président, je tiens à dire d'entrée de jeu que nous vivons un épisode très malheureux de l'histoire de notre pays et qu'il y a de quoi avoir peur puisque nous sommes sur le point de passer à l'étude du projet de loi de retour au travail le plus oppressif et le plus dur jamais présenté dans une démocratie occidentale.

On nous demandera d'appuyer ce projet de loi qui est clairement dirigé contre les travailleurs du Canada, surtout les femmes. Sachant que cette loi élimine la négociation collective dans la fonction publique fédérale et qu'elle s'applique maintenant en dehors de la fonction publique, nous devons nous demander qui sera la prochaine victime.

• (1650)

Nous frémissons parce que le foyer de la maladie est ici, à la Chambre des communes.

Je n'ai qu'à regarder le Nouveau-Brunswick et Frank McKenna. Le programme conservateur fait bonne figure comparé à celui du Nouveau-Brunswick. Au moins, les conservateurs offrent 0, 3 et 3, là-bas, c'est 0, 0 et 0.

Nous nous souvenons du programme des six et cinq pour cent. Encore une fois, on veut s'en prendre aux travailleurs. C'est pourquoi nous pensons qu'il n'est juste de demander qui sera la prochaine victime. C'est pourquoi au nom du parti que je représente, le Nouveau Parti démocratique, je suis fier de dire que dès que nous avons senti venir cette mesure législative, dès que nous avons pu soupçonner que le gouvernement allait commettre cet acte ignoble, nous ne nous sommes pas lancés dans un débat ou dans une discussion, nous n'avons pas fait part de nos idées. Nous avons dit que nous nous

opposons à cette loi maintenant et que nous n'allons pas changer d'avis.

Quels procédés staliniens, quelles méthodes dictatoriales pour traiter ses propres employés! Ce sont les hommes et les femmes dans tout le Canada à qui on demande depuis six ans et demi d'expliquer les programmes des conservateurs. Songez dans quelle situation horrible ces gens se sont trouvés pour expliquer et appuyer les programmes des conservateurs de Terre-Neuve à l'île de Vancouver. C'est charger quelqu'un d'une terrible tâche. Ces personnes ont fait leur travail et elles se sont données du mal. Nous le savons parce que la Manufacturers' Association of Canada demande qu'on renvoie ces gens au travail, que le pays puisse fonctionner.

Qu'est ce que le gouvernement a fait au moment où il demande à ses employés d'être plus productifs, de collaborer, de coopérer avec lui, de s'atteler à la tâche et de rendre notre économie plus prospère? Le premier ministre déclare à ses employés qu'à son avis ils ne méritent pas un sou d'augmentation. Je sais que nous donnons des augmentations au gouverneur de la Banque du Canada ainsi qu'au président du CN. Je sais que nous accordons des primes à nos cadres supérieurs. Je sais qu'il y a eu d'autres augmentations dans tout le système. Pour ces dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui travaillent pour le gouvernement, monsieur le Président, si vous trouvez que Brian Mulroney est un mauvais premier ministre, pouvez-vous imaginer ce que c'est que de l'avoir comme patron? Pouvez-vous imaginer avoir comme employeur quelqu'un qui vous humilie publiquement?

Nous nous trouvons ici aujourd'hui dans la situation où le gouvernement nous demande de coopérer pour faire adopter rapidement cette loi draconienne, pour imposer ces chaînes à nos fonctionnaires aussi rapidement que possible. Nous nous y refusons.

Il s'agit d'une situation extraordinaire. D'une part, nous avons le leader du gouvernement à la Chambre qui prend la parole pour nous supplier de mettre fin à cette grève. À mon avis, pour mettre fin à cette grève d'une manière honnête et honorable, le premier ministre devrait se mettre en rapport avec le président du Conseil du Trésor et lui dire de faire ce qui est honorable et de revenir à la table des négociations pour traiter avec ses employés comme il convient.

C'est la grève des fonctionnaires fédéraux la plus importante que notre pays ait jamais connue. Les fonctionnaires n'ont jamais été aussi humiliés par une loi de retour au travail.